

Madame la Directrice Académique,

A l'épreuve d'une crise sanitaire sans précédent, les masques tombent et la réalité du délabrement des services publics vient fracasser les discours creux et contradictoires des gouvernements successifs volontairement soumis aux lois du marché, dont celui de Macron est la version la plus poussée.

Sud éducation a demandé en intersyndicale avec les organisations FO et CGT que ce CTSD soit reporté une nouvelle fois, puisque les conditions sont les mêmes aujourd'hui que le 7 avril dernier. Cette demande n'a pas été acceptée. À cette occasion, nous vous avons interrogée sur l'obtention d'un demi poste supplémentaire pour la rentrée prochaine. Cet ajustement permettrait-t-il « d'annuler toutes les fermetures, d'ouvrir toutes les classes nécessaires, d'augmenter les moyens de remplacement ? »

La réponse nous semble évidente au regard de votre proposition de carte scolaire : c'est non ! . En effet, la fermeture d'un poste de BD laisse à penser que les conditions de remplacement sur le département étaient idéales sur l'année scolaire en cours. Pourtant, nous n'avons pas eu d'information en ce sens, bien au contraire. Pour mémoire, les problèmes de remplacement étaient au cœur des préoccupations lors des dernières CAPD. En pratique, des collègues affecté-e-s sur des remplacements longs ou sur des postes PDMQDC ont été déplacé-e-s ponctuellement pour répondre à des urgences au jour le jour. Non, les conditions de remplacement ne peuvent s'améliorer sans création de postes.

Un autre point, qui revient de manière récurrente : la disparition des RASED. L'an dernier, vous parliez de doter les circonscriptions de pôles ressources complets, et d'ouvrir des postes G pour compenser la fermeture de postes E que vous aviez jugés moins nécessaires. Au lieu d'ouverture de postes RASED, vous fermez encore 2 postes G !

Ce sont des moyens supplémentaires dont les écoles ont besoin pour qu'au sortir de cette crise, les équipes puissent accompagner les élèves, notamment les plus fragilisés et lutter contre les ruptures d'apprentissage.

Vous allez nous répondre que le ministère a entendu et doté les académies de moyens supplémentaires. Pour SUD éducation 56, ces moyens sont loin d'être suffisants.

Lorsque nous réclamions, lors de chaque manifestation, des moyens pour la défense des services publics, il nous a été répondu que l'argent magique n'existait pas. Mais aujourd'hui l'argent magique pleut à verse. L'État, l'Europe, toutes les institutions supranationales font ruisseler de l'argent magique vers les entreprises, en espérant que l'activité, la croissance, la consommation, le capitalisme repartiront comme avant.

Oui SUD éducation 56, avec plusieurs autres organisations syndicales, vous ont demandé de reporter, voire suspendre les opérations de carte scolaire et de mutation, parce que ces décisions lourdes nous paraissent difficilement acceptables dans les conditions actuelles de confinement de la population, de sidération des un-es et des autres. Beaucoup ont raté des échéances ou des informations, tout simplement parce qu'ils et elles étaient trop occupés à prendre soin de leurs proches, à s'engager dans les dispositifs solidaires qui se développent, à télétravailler, à se soigner, ou à faire tout ça en même temps !

Le service public doit continuer, nous direz-vous. Oui, pour maintenir le lien entre les familles et l'école. Non, pour dégrader les conditions de travail des personnels pendant qu'ils et elles regardent ailleurs ! Vous faites des choix. Comptables et idéologiques.

SUD éducation 56 condamne ces choix-